



2021 Counter-Terrorism Week SIDE EVENTS

24-30 JUNE 2021

UNITED NATIONS HEADQUARTERS • NEW YORK

Vers une paix durable : la mise en œuvre des stratégies de triage, de poursuites, de réadaptation et de réinsertion dans le bassin du lac Tchad, un défi régional et national

28 juin 2021 | 13h30 – 15h (heure de New York)

Contexte et objectifs

Boko Haram et ses groupes dissidents, l'État islamique en Afrique de l'Ouest et Jamā'at Ahl as-Sunnah lid-Da'wah wa'l-Jihād (JAS), sont actifs dans le bassin du lac Tchad depuis plus de 10 ans et sont collectivement responsables de la mort de plus de 40 000 personnes, de plus de trois millions de personnes déplacées internes et plus de 300 000 réfugiés. Aujourd'hui, malgré des progrès en faveur d'une approche régionale et d'une stratégie régionale concertée, les défis semblent s'être accrus : Boko Haram est actif dans de multiples endroits ; la présence de l'État Islamique s'est intensifiée ; les moyens de subsistance traditionnels continuent de se réduire ; les catastrophes naturelles, le changement climatique et la pandémie de Covid-19 compliquent les crises humanitaires et nuisent à une réponse efficace.

A travers le bassin du lac Tchad, des communautés entières ont été, et continuent d'être, profondément affectées. Boko Haram exploite les inégalités de genre existantes, en procédant à des enlèvements massifs de femmes et de filles, en forçant des mariages, en commettant des violences et exploitations sexuelles, et en exploitant des femmes et des enfants pour commettre des attentats au moyen d'engins explosifs improvisés. Les attaques continues ont créé un état d'insécurité perpétuel. Au cours des dernières années, des milliers d'individus soupçonnés d'être associés à Boko Haram se sont retrouvés sous la garde des autorités nationales, soulevant des questions difficiles liées aux meilleurs moyens de bâtir des solutions durables et gérer les intérêts multiples : notamment en encourageant les défections de Boko Haram, en mettant fin à l'impunité pour les crimes, en soutenant les victimes, en protégeant les communautés et en empêchant les retours et le recrutement par Boko Haram, entre autres. Afin de



DIRECTION EXÉCUTIVE
DU COMITÉ CONTRE LE TERRORISME
DU CONSEIL DE SÉCURITÉ DES NATIONS UNIES



NATIONS UNIES
BUREAU DE LUTTE CONTRE LE TERRORISME
Centre de l'ONU pour la lutte contre le terrorisme



ONUDC
Office des Nations Unies
contre la drogue et le crime

remédier au problème du terrorisme dans le bassin du lac Tchad, il est essentiel de garantir le respect des droits de l'homme fondamentaux et de mettre en place des processus équitables et efficaces pour ces personnes, qui prennent en compte l'environnement marqué par le conflit et l'expérience des communautés et individus, et qui soient sensibles au genre et adaptés à l'âge.

Le Conseil de Sécurité a avancé des approches globales s'appuyant sur l'ensemble des acteurs publics et de la société, en soulignant la nécessité de respecter les droits de l'homme et le droit international pour faire face à ces enjeux. Après la [résolution 1373 \(2001\)](#) qui exige des États membres qu'ils veillent à ce que toute personne qui participe à la préparation ou à la perpétration d'actes de terrorisme soit traduite en justice, la [résolution 2178 \(2014\)](#) a élaboré des stratégies de poursuites, réadaptation et réinsertion pour les combattants terroristes étrangers qui retournent dans leur pays de départ ; et la [résolution 2349 \(2017\)](#), qui se concentre sur le bassin du lac Tchad, et la [résolution 2396 \(2017\)](#) ont appelé les États membres à élaborer des stratégies globales et adaptées pour poursuivre, réadapter et réinsérer des individus dont les autorités ont des motifs raisonnables de penser qu'il s'agit de terroristes. Sous l'égide de la Commission du bassin du lac Tchad et de l'Union Africaine au niveau régional, le Cameroun, le Tchad, le Niger et le Nigéria ont pris des mesures pour mener des évaluations individuelles et orienter les individus vers la forme d'intervention ou de soutien la plus appropriée, selon les besoins, qu'il s'agisse de poursuites, de réadaptation ou de réinsertion, ou d'une combinaison de ces dernières. Une [approche régionale pour le triage, la poursuite, la réadaptation et la réinsertion \(TPRR\)](#), soutenue par la Commission du bassin du lac Tchad et adoptée dans le cadre de la [Stratégie régionale de stabilisation, de redressement et de résilience des zones du bassin du lac Tchad affectées par la crise Boko Haram](#), a renforcé ces efforts.

Un programme conjoint entre UNOCT/UNCCT, ONUDC et la DECT est en cours pour aider le Cameroun, le Tchad, le Niger et le Nigéria à développer et mettre en œuvre des stratégies de triage, poursuites, réadaptation et réinsertion des personnes associées à Boko Haram, de manière harmonisée au niveau régional et en conformité avec les exigences internationales et les cadres régionaux.

Cet évènement parallèle permettra de rendre compte des progrès réalisés, de faire le point sur les efforts et défis actuels et d'envisager les prochaines étapes. Il mettra également en lumière les leçons pouvant être tirées et qui pourraient être utiles pour d'autres régions du monde.



DECT

DIRECTION EXÉCUTIVE
DU COMITÉ CONTRE LE TERRORISME
DU CONSEIL DE SÉCURITÉ DES NATIONS UNIES



NATIONS UNIES
BUREAU DE LUTTE CONTRE LE TERRORISME
Centre de l'ONU pour la lutte contre le terrorisme



ONUDC
Office des Nations Unies
contre la drogue et le crime

Programme

13h30 – 13h50

Propos introductifs

S.E. M. Tarek Ladeb, Président du Comité contre le terrorisme - *TBD*

Mme Miwa Kato, Directrice de la Division des Operations, Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

Dr. Jehangir Khan, Directeur du Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme, Bureau de lutte contre le terrorisme des Nations Unies

13h50 – 14h10

Progrès récents : TPRR dans le cadre de la Stratégie régionale de stabilisation et sa mise en œuvre au niveau régional et national

S.E. M. Mamman Nuhu, Secrétaire exécutif, Commission du bassin du lac Tchad

M. Mbari Calixte, Chef, Direction de la Gouvernance et de la Prévention des Conflits, Département de la Paix, de la Sécurité et des Affaires Politiques, Commission de l'Union Africaine

Commissaire Abdoulaye Maman Mijinyawa, Directeur, Service Central de Lutte contre le Terrorisme et la Criminalité Transnationale Organisée, Niger

14h10 – 14h30

Défis actuels : comprendre le contexte régional, aborder la dimension de genre, impliquer les communautés

S.E. Mme Ammo Aziza Baroud, Représentante permanente du Tchad auprès des Nations Unies

Dr. Fonteh Akum, Directeur exécutif, Institut d'Études de Sécurité

Dr. Eleanor Nwadinobi, Experte sur les femmes, la paix et la sécurité, Présidente de l'Association internationale des femmes médecins

14h30 – 14h50

Échange avec le public

14h50 – 15h00

Propos conclusifs

Sous-Secrétaire général *Michèle Coninsx*, Directrice Exécutive, Direction exécutive du Comité contre le terrorisme

Une interprétation entre le français et l'anglais sera assurée. Pour plus de détails, vous pouvez contacter Julien Savoye par email : julien.savoye@un.org



DECT

DIRECTION EXÉCUTIVE
DU COMITÉ CONTRE LE TERRORISME
DU CONSEIL DE SÉCURITÉ DES NATIONS UNIES



NATIONS UNIES
BUREAU DE LUTTE CONTRE LE TERRORISME
Centre de l'ONU pour la lutte contre le terrorisme



ONUDC
Office des Nations Unies
contre la drogue et le crime